L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 25 FEVRIER 1871. 44me Année—Vol. XLIV

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS. SAMEDI MATIN, 25 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Douane et Canal, à midi : Un terrain avec les bâtisses qui s'y trouvent, dans la Troisième District, rue de la Levée, entre St Ferdinand et Montegut. Les bâtisses consistent en une maison en briques à trois étages ; avec et sans les dépendances de la Banque des Citoyens.—Aussi, vingt arpents au faubourg Trémé, bornés par les rues Anne, Dupré, Dumaine et White.

Par S. Gallaudet, à la Bourse d'Encan, succursale Royale et Conti, à midi : Une jolie maison, rue Nouvelle entre Marais et Villere.—Et une autre petite maison, rue d'Orléans, entre Roman et Derbigny.

Par E. Roger & Co., à leurs salles de vente, rue Nouvelle Levée, 200 caisses et 50 malles chaussures pour hommes femmes et enfants.

Par Maurice Barsotti, sur la façade de la Rotonde de St Louis, rue St Louis, entre Royale et Chartres : Vente régulière de meubles.

Par R. L. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue Camp.—Vente régulière de meubles.

Par O. Vaicleo, No 12 rue Natchez—Jambons, graisses, porc, lard, comestibles, etc.

Par Chenard & Co., aux Nos 47 et 49 de la rue de la Course.—Habillements, lingerie de messieurs, draps, mailles.

Par Albert Paul & Co., au No 46 de la rue Royale : Marchandises.

ATTENTION !

Propriétés améliorées et vagues à vendre par le shérif.

Cette attention publique sur les ventes qui auront lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre les bureaux du shérif. Ces ventes comprennent :

Vingt terrains situés au faubourg Trémé, troisième District, dans Filet borné par les rues Anne, Dumaine, Dupré et White.

Et un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent. No 46 rue de la Levée, au coin Peter, entre celles St. Ferdinand et Montegut, Troisième District.

Pour le détail et les conditions voir aux annonces.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Pelican Printing Office", en couleurs des race Camp et Perdrix.

☞ CANDLES-CUPS et sans MELANGE.—Conticerie fine en tous genres chez J. VILLARRUBIA & Co, successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.

THEATRES.

AUJOURD'HUI, SAMEDI.

OPÉRA.—A midi, la Favorite : le soir, le Songe d'une Nuit d'Été.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—A midi, Prima Donna of a Night ; le soir, The King's Carnival.

THÉATRE NATIONAL.—Troupe russe de Concerts.

SALLE CRESCENT CITY.—Fos 40 et 42, rue St Charles.

CHARLES.—A midi et le soir, Colleen Bawn.

Le Bill des Levées.

Le gouverneur qui avait dirigé contre le dernier bill des Levées le veto vigoureux que nous avons reproduit, n'est pas encore de signer le nouveau bill, justifiant ainsi l'espérance générale que son veto n'avait été qu'un vain mot que de transférer l'affaire entre les mains de ses amis.

Le *Picayune* annonce que le bill étant devenu loi, du Compagnie s'est organisée. Voici les noms des directeurs :

John Ray, J. F. Casey, Chas. T. Howard, C. F. Sherman, H. C. Millaudon, M. Southworth, A. G. Brice, J. J. Anderson, F. Barbot, A. D. Bankes et H. C. Burthe.

Le conseil des directeurs a fait les élections suivantes : Président, John Ray ; Vice-Président, A. G. Brice ; Secrétaire-trésorier : A. D. Banks ; Trésorier provisoire, F. Barbot.

Ainsi, c'est M. John Ray qui est à la tête de cette affaire. L'un des promoteurs de la loi, il se fait attribuer la présidence de la Compagnie. C'est la récompense du compliment adressé par lui au gouverneur Warmoth dans le fameux souper donné au club de l'Union Américaine par les organisateurs de cette grande spéculation et dont la cause de la Compagnie a gagné beaucoup en argent qui y aurait été dépensé.

Le gouverneur vaut la peine d'être représenté.

Les générations à venir regarderont comme le gouvernement Warmouth l'époque dont l'histoire de la Louisiane a le plus justement s'enorgueillir. Le maintien de l'Illinois et le Missouri au rapport des améliorations internes, l'avons assuré la richesse, et la grandeur de l'Etat sucrier.

La prudence d'un pareil langage dédaigne toutes les hommes quand on songe que cette administration coûte déjà à l'Etat plus de vingt millions de dollars et qu'elle ne coûtera pas moins de quatre millions par perte et qu'elle nous coûtera tout droit à la ruine et à la banqueroute.

Mais revenons au bill des levées.

Le motif d'en donner au moins l'analyse pour les intéressés sachent ce dont ils se plaignent.

La Compagnie dite "Louisiana Levee Company" est investie, pour une période de cinq ans, de la garde, de l'entretien et du renforcement de toutes les levées de l'Etat, et est chargée d'exécuter les travaux qui seront déclarés nécessaires par une commission de trois ingénieurs, nommés l'un par le gouverneur, un autre par la Compagnie et le troisième par les State-Unis.

La Compagnie aura tous les pouvoirs précédemment exercés par les autorités d'Etat, paroissiale et de municipalité, relativement aux levées. On a supprimé la clause qui donnait le droit d'occuper avec le matériel, ses ouvriers et ses animaux, les terres qu'elle jugerait nécessaires. Elle y prendra, gratis, les pierres, les bois, la terre et le bois dont elle aura besoin avec le droit de passage et d'occupation sans aucune compensation pour le propriétaire.

Dans les soixante jours qui suivront le rapport de la commission des ingénieurs, la Compagnie commencera la construction des levées à construire au moins trois millions de pieds cubes par an jusqu'à complet achèvement du plan de la commission.

Dans les trente jours qui suivront le rapport de la commission, le gouverneur fera connaître le coût de la construction ou de renforcement des levées, d'après le plan de la commission, au taux de SOIXANTE CENTS la varde cube, et l'auditeur répartira ce coût entre les différentes paroisses, suivant les rôles d'assessement de l'Etat, pendant VINGT-ET UN ANS, il fera un POUR CENT du montant total d'évaluation, en suivant les formes prescrites pour la perception des taxes. Les fonds pour cent seront mis à part et versés entre les mains du Président de la Compagnie.

L'auditeur fera assesser et percevoir, pendant 21 ans, une taxe de deux mills sur un pour cent sur la valeur assessée de toutes les propriétés imposables de l'Etat, taxe dont le produit sera payé au trésorier de la Compagnie pour le maintien des levées en bon état.

La Compagnie est autorisée à se servir toute autre Compagnie organisée dans un but analogue dans les Etats voisins.

Le but de dégager ce qui résulte des dispositions précédentes.

Il exprime que la construction et l'achèvement des ouvrages exige trente millions de pieds cubes, ce qui est une évaluation au-dessous du chiffre réel. A 60 cents la varde cube, le coût total sera de 18 millions de dollars. La Compagnie devra accomplir le travail en dix ans et elle recevra comme rémunération pendant 21 ans, chaque année, le dixième de l'évaluation totale, soit environ $1,500,000, ce qui fera, pour 21 ans, la somme de $37,800,000, près de 20 millions de plus que le coût des travaux.

Voilà déjà un joli denier. On remarquera que le coût du travail est porté à 60 cents la varde cube, chiffre excessivement élevé, sans avoir égard à la bonne possible de la main-d'œuvre pendant cette longue période.

Mais outre cette grosse somme de 36 millions pour la construction des levées, la Compagnie aura droit, toujours pendant vingt ans, à deux dixièmes de un pour cent d'assessement, sur la valeur de *toutes les* propriétés de l'Etat. Or, cette valeur est, aujourd'hui, d'après le rapport de l'Auditeur, de $349,870,374 00, ce qui porterait la souscription annuelle à $487,740 00 à peu près d'un demi-million.

Le dépôt de l'administration War. Office et de législation Ray, la valeur des propriétés de tout l'Etat vient à augmenter, la subvention augmentera dans la même proportion et elle pourra se trouver quadruplée dans dix ans et triplée dans quinze ans.

Il ne serait pas exagérer que de porter à trente millions les sommes que recevra l'entretien des levées, pendant la période de 21 ans, la compagnie de M. Ray.

Nous arrivons donc à un chiffre de 33 millions qui pourra être grossi par la subvention que la compagnie va solliciter du Congrès.

Mais on nous assure qu'avant d'être passé, le bill a été modifié sur plusieurs points. Une de ces modifications porterait que la taxe de pourra s'élever annuellement à plus de $600,000. De quelle taxe s'agit-il ? Est-ce de la taxe annuelle pour l'entretien des levées ou de la taxe qui a pour objet pe payer le dixième du coût de la construction des levées pendant 21 ans.

Voilà un point que nous n'avons pu éclaircir, le texte du bill amendé n'étant pas imprimé. Il paraît aussi que les frais de collection de la taxe sont mis à la charge de la compagnie, et que la compagnie ne pourra toucher un subvention qu'après l'achèvement de son travail annuel.

En dépit de ces modifications, que nous n'en considérons pas moins le bill comme une mesure spoliatrice, et comme n'offrant aucune garantie ni pour les habitants ni pour l'Etat, en échange des sommes énormes qui seront versées à la compagnie pendant vingt-et-un ans.

L'ancien bill obligeait la compagnie à indemniser les propriétaires contre toutes pertes résultant de crevasses et inondations. Le nouveau bill n'impose aucune obligation de ce genre à la compagnie, et les garanties pour l'exécution des travaux sont complètement illusoires, au moins aussi longtemps que nous aurons une administration comme celle qui nous gouverne.

La Paix.

Une dépêche annonce que la paix a été signée hier entre MM. Thiers et Bismarck. Les conditions indiquées, mais qui ne sont pas encore officielles, sont : le paiement par la France d'une indemnité de douze cent millions, et la cession de l'Alsace et la Lorraine, y compris Metz et Nancy. L'armée allemande n'entrerait pas dans Paris.

Si le chiffre de l'indemnité est moins élevé que ceux qui avaient été indiqués dans les dépêches précédentes, en revanche la cession de territoire est plus considérable, puisque presque toute la Lorraine y compris Nancy, serait abandonnée.

Mais il convient d'attendre avant de commenter cet important événement que les conditions de paix soient officiellement annoncées. Nous renvoyons donc à demain nos réflexions.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—L'affiche de l'Opéra annonce les spectacles suivants :

Matinée d'aujourd'hui, *La Favorite*, grand opéra en quatre actes, de Douizetti, avec Mlle d'Edelsberg, MM. Cazeaux, Dumestre et Castelmary.

Représentation ordinaire du soir : *La Songe d'une Nuit d'Été*, opéra comique en trois actes, d'Ambroise Thomas, chanté par Mmes Rudd et Dumestre, MM. de Kaehel, Pérez et Dumestre.

Demain, dimanche, dixième représentation de M. Lefranc, *Le Trouvère*. M. Lefranc remplira le rôle de Manrique.

Pour satisfaire à la demande d'un grand nombre d'étrangers et de personnes de la ville qui n'ont pu assister à la représentation de *Faust*, il y a quelques jours, la Direction a consenti à donner de nouveau, lundi prochain, ce bel ouvrage, le chef-d'œuvre de Gounod. Cette représentation de *Faust* sera probablement la dernière de la saison.

Le Théâtre de l'Opéra, dès le début de la saison, nous a accoutumés à un répertoire des plus variés, vient demeurer fidèle à ses propres traditions, la liste des spectacles qu'il publie aujourd'hui en est la preuve irrécusable. Le public lui saura gré de ses efforts.

THÉATRE NATIONAL.—Quatre soirées encore : lundi, mardi, mercredi et samedi prochain et une grande matinée samedi. On entendra dans ces soirées la troupe des concerts russes, dont les mélodies sont devenues célèbres, et l'on y verra Alf. Burnett, le grand fantaisiste américain, assisté de Mme Helen Nash, l'actrice dramatique dont la popularité est si grande. Tout cela vaut grandement la peine d'être vu et entendu. Allez donc au Théâtre National.

BANQUE D'ÉPARGNES DE LA LOUISIANE. On verra par un avis de cette institution, que les dépôts ne peuvent en argent qui y seront faits seront restitués en espèces de la même nature sur demande et que l'intérêt sera payable de la même façon. Cette banque est établie rue du Camp No 51.

POUR LA CÔTE JUSQU'AU COUVENT St-Jacques. Le bateau à vapeur *Flora*, capitaine Barksdale, et E. N. Ratin, commis, fait trois voyages par semaine et part tous les mardis, jeudis et samedis matins, à 10 heures. Les habitants de la côte ne auraient trouver un bateau mieux commandé et plus sûr pour le transport des passagers et du fret. S'adresser à bord ou à MM. Block & Chrétien, rue Peters, 55, près la rue Bienville.

POUR LE BAYOU LAFOURCHE.—Le Bannock City, capitaine O. S. Blanchard, et V. Smith et P. V. Brou, commis, part de la Nlle-Orléans tous les mercredis et samedis à midi, et va jusqu'à Lockport. Le Bannock City qui est commandé par des marins supérieurs, mérite toute confiance. Il prend du fret à un taux très modéré. S'adresser à bord, devant la rue Conti.

☞ Le général R. E. Lee, écrivant à la date du 12 janvier 1867, dit : "Son simple mécanisme et l'expérience que nous filles ont acquise en s'en servant; font de la MACHINE A COUDRE de Wilson & Gibbs, un instrument favori dans ma famille."

A vendre par M. S. Hedrick, rue du Canal, 119 & 139, à la Nlle Orléans. 3m

La Capitulation.

Les correspondances suivantes donnent quelques détails sur les négociations entre Jules Favre et Bismarck :

Versailles, 25 janvier.

" Vous connaissez déjà dans cette ville toutes les propositions qui ont précédé l'entrevue de M. Jules Favre et de Bismarck.

" Immédiatement après sa visite à M. de Bismarck, qui dura cinq heures et se fit nuit qu'à minuit M. Jules Favre se rendit à l'appartement qui lui avait été réservé, boulevard du Roi, No 1, où il travailla jusqu'à trois heures du matin, avec son conseil. Entre temps un conseil de guerre avait été convoqué, qui se réunit sous la présidence du roi. Les propositions formulées par M. Jules Favre y furent l'objet d'un examen approfondi. Hier, vers onze heures et demie du matin, M. de Bismarck reçoit à M. Jules Favre sa visite, et resta plus d'une demi-heure. M. de Bismarck fit annoncé sous le titre de : " Chancelier allemand impérial." M. Jules Favre le reçut avec une grande courtoisie en lui disant : " Vous me rendez beaucoup d'honneur ; j'en vous savoir le ministre des affaires étrangères de la République, elle voit, de nouveau, M. de Bismarck ; pendant qu'en conseil de guerre, d'un caractère plus diplomatique, était convoqué ; celui-ci dura deux heures. M. Jules Favre reçoit ensuite, à trois heures et demie de l'après-midi, à Paris, avec son gendre et secrétaire, gné de deux gendarmes à cheval. Sur la demande à quelle heure il voulait dîner, il répondit en souriant : " Ah! merci, nous dînons aujourd'hui, à Paris."

" J'avais vu la dernière fois Jules Favre à Ferrières : c'était en septembre, et je l'ai trouvé bien vieilli. Cependant, tandis qu'il s'en arrivait il avait l'air sombre et abattu, à son départ pour Paris il me parut plus content et moins soucieux. La conférence de Bismarck a été longue et M. Jules Favre de la façon la plus amicale et lui a, m'assure-t-on, serré plusieurs fois la main.

" Plus tard, quand je vis le chancelier faire après la conférence sa promenade à cheval habituelle, il me sembla d'humeur plus gaie que de coutume. Je ne veux pas attribuer à la forme légère des apparences qu'elle s'est comportent réellement, mais il me paraissait de nature à faire augurer favorablement d'une prochaine conclusion de la paix ; pour apprécier ces heureux, sans doute, les idées que dans leur entretien les deux hommes d'Etat ont échangées à cet égard. On croit savoir cependant que le ministre français a abandonné, en par, la thèse négative qu'il avait soutenue à Ferrières relativement à la cession de l'Alsace et de la Lorraine et qu'il a trouvé une base de négociations moins absolue. D'après ce qu'on m'a appris, la cession alsace et de la Lorraine, en principe ; seulement on se refuse, pour le moment, à admettre le retour de Metz à l'Allemagne. C'est sur ce point que pivotent toutes les négociations, car il nous est impossible, dans cette question, qui, pour nous, est la plus importante de toutes, de faire la moindre concession.

" Comme je vous l'ai dit, c'était dans une maison du boulevard du Roi que M. Jules Favre est descendu. Cet immeuble avait été occupé antérieurs par Mlle Rachel, la célèbre tragédienne, et on donnait hier par le représentant de la Hesse grand-ducale, M. Hoffmann ; ensuite par quelques membres de la députation du Reichstag. Les appartements affectés au ministre des affaires étrangères se composent d'un salon de grandeur moyenne, simplement, bourgeoisement meublé, et d'une chambre à coucher à deux lits, dont l'un était au lit de camp improvisé, destiné au compagnon de M. Jules Favre. Au milieu de cette pièce, on voit une petite table et trois fauteuils de bureau, recouverts de cuir, sur lesquels ont pris séance les différents membres de la députation